

Huitième session
Genève, 5-16 juillet 2004
Point 8 de l'ordre du jour

Groupe de travail sur les mines
autres que les mines antipersonnel

**Mines autres que les mines antipersonnel (MAMAP) mises en place
en dehors de zones dont le périmètre est marqué**

Document établi par l'Irlande

INTRODUCTION

1. **Le problème**: Depuis 2002, le Groupe d'experts gouvernementaux examine la question des mines autres que les mines antipersonnel (MAMAP). Il a examiné un grand nombre de documents et de communications d'États parties et d'organismes travaillant sur le terrain:

a) Ces documents, exposés et nombreux rapports fondés sur l'expérience acquise sur le terrain ont montré sans contestation possible que les MAMAP présentent un danger important pour les populations civiles, les opérations humanitaires et les forces de maintien de la paix;

b) Tous les États parties à la Convention ont déjà reconnu, en ratifiant le Protocole II et le Protocole II modifié, que toutes les mines terrestres, y compris les MAMAP, peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination;

c) La grande majorité des accidents causés par les MAMAP sont dus à des mines persistantes mises en place en dehors de zones clôturées et marquées. Ces mines qui restent actives longtemps ou pendant une période indéfinie constituent une menace pour les civils à la fois pendant les conflits et pendant une période indéfinie après les conflits;

d) À la différence de la plupart des mines antipersonnel, une seule MAMAP peut tuer un grand nombre de personnes et des MAMAP en petit nombre peuvent perturber longtemps l'utilisation des voies de communication, qui sont essentielles pour l'aide humanitaire et la reprise des activités économiques normales.

2. **Protocole II modifié**: Dans le cadre du processus qui a conduit à l'adoption du Protocole II modifié en 1995-1996, le principal sujet de préoccupation a été le problème des mines antipersonnel. Les restrictions adoptées pour les MAMAP ont été nettement moins rigoureuses:

- a) Aucune règle n'a été adoptée sur la détectabilité des MAMAP;
- b) Les restrictions applicables aux MAMAP mises en place à distance ont été réduites au minimum (art. 6, par. 3);
- c) Aucune restriction n'a été imposée aux MAMAP posées en dehors des zones dont le périmètre est marqué. En revanche, les mines antipersonnel posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué sont soumises aux mêmes restrictions que les mines antipersonnel mises en place à distance, en ce qui concerne la durée de vie active et la conception des mécanismes d'autodestruction ou d'autodésactivation (art. 5);
- d) Les éléments de preuve recueillis sur le terrain ont montré que les dispositions existantes sur les MAMAP dans le Protocole II modifié national n'assurent pas une protection adéquate des populations et activités civiles.

3. **Vues exprimées par les membres du Groupe d'experts gouvernementaux:** Il est largement admis au sein du Groupe d'experts gouvernementaux que les MAMAP causent des dommages humanitaires d'un niveau qui n'est pas justifié par les impératifs militaires. La grande majorité des délégations ont déclaré qu'elles souhaitaient que l'on traite le problème au moyen d'un protocole ayant force obligatoire, d'un régime correspondant aux meilleures pratiques ou encore d'une combinaison des deux. L'Irlande considère que cinq grandes questions doivent être traitées par le Groupe. Ce sont, par ordre de priorité:

- a) La mise en place de mines restant longtemps actives en dehors de zones dont le périmètre est marqué;
- b) La fixation de limites applicables à la durée pendant laquelle des mines mises en place à distance restent actives. Ceci est étroitement lié à la première question;
- c) La détectabilité de toutes les mines par des détecteurs de métaux courants;
- d) La détermination des sensibilités des systèmes de mise à feu et l'application de normes relatives à ces sensibilités;
- e) Le transfert de toutes les mines non conformes doit être interdit dans tout futur instrument.

ANALYSE

4. **MAMAP mises en place en dehors de zones dont le périmètre est marqué:** La grande majorité des accidents causés par les MAMAP sont dus à des mines persistantes posées en dehors de zones clôturées, marquées et surveillées:

- a) **Terminologie:** Dans le Protocole II modifié, l'expression «**zones dont le périmètre est marqué**» a été adoptée. Une zone dont le périmètre est marqué est une zone surveillée, clôturée et marquée conformément au paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole II modifié;
- b) Dans le Protocole II modifié, les États parties ont décidé que toutes les mines antipersonnel posées en dehors de zones clôturées et marquées devraient être soumises aux

mêmes restrictions que les mines antipersonnel mises en place à distance, en ce qui concerne la durée de vie active et la conception des mécanismes d'autodestruction et d'autodésactivation. Des normes similaires devraient s'appliquer aux MAMAP posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué;

c) Il semblerait qu'il y ait manifestement un manque de logique dans un instrument selon lequel une mine antipersonnel unique, contenant 40 grammes d'explosif et capable de tuer ou mutiler une personne constituerait un danger humanitaire plus grand qu'une MAMAP contenant jusqu'à neuf kilogrammes d'explosif et capable de détruire un bus;

d) Outre qu'elles font des victimes, ces mines perturbent durablement l'utilisation des voies de communication, qui sont essentielles pour l'aide humanitaire et la reprise des activités économiques normales;

e) Il est logique que des mines posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué soient traitées de la même façon que les mines mises en place à distance. Pourquoi, tout d'abord, les États parties ont-ils décidé que des restrictions devaient s'appliquer aux mines mises en place à distance? Dans une large mesure parce qu'en raison de leur nature les mines mises en place à distance sont en dehors de zones dont le périmètre est marqué, dans des zones qui ne sont pas sous le contrôle direct de l'utilisateur, et qu'on a de ce fait jugé qu'elles présentaient un danger pour les populations civiles. Par conséquent, la logique qui veut que l'on limite la durée de vie active des mines mises en place à distance devrait s'appliquer aussi aux mines qui ne sont pas mises en place à distance mais qui sont posées en dehors de zones clôturées et marquées. Cette logique est déjà reconnue pour les mines antipersonnel dans le Protocole II modifié.

5. **Définition des mines mises en place à distance**: Au paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole II modifié, la définition des mines mises en place à distance exclut expressément les mines lancées à moins de 500 mètres par un système basé à terre. Si seules les mines mises en place à distance sont soumises à des règles relatives à l'autoneutralisation/autodestruction et à l'autodésactivation, une classe de MAMAP dispersables ne sera soumise à aucune restriction quant à la durée de vie active. L'imposition de limitations à l'emploi de mines persistantes en dehors des zones dont le périmètre est marqué permettra de faire face à une grande partie des dangers humanitaires découlant de ces systèmes d'armes.

6. **Sensibilité**: De nombreuses inquiétudes ont été exprimées quant au danger que font courir aux civils la sensibilité des systèmes de mise à feu des MAMAP et la conception des dispositifs antimanipulation et antiperturbation. Les travaux menés jusqu'à ce jour sur cette question par le Groupe d'experts gouvernementaux ont montré qu'il est très difficile d'établir un équilibre mesurable entre la protection humanitaire et l'intérêt militaire pour une large gamme de mécanismes complexes de mise à feu. En limitant le temps pendant lequel une mine reste active, on éliminera une grande partie de la menace que font peser sur les civils les systèmes de mise à feu et les dispositifs antimanipulation très sensibles.

7. **Emploi irresponsable**: Si les mines à durée de vie indéfinie continuent à être fabriquées, il y a un risque qu'elles soient mises en place par des forces indisciplinées en dehors de zones clôturées et marquées.

8. D'un point de vue humanitaire, il serait préférable que toutes les MAMAP aient une durée de vie limitée. Cependant, de nombreux États parties pourraient difficilement maintenir longtemps en état de vastes champs de mines qui protègent des frontières vulnérables et des installations vitales.

9. Certains États parties ont fait part de leurs inquiétudes quant à l'emploi irresponsable de MAMAP, par des acteurs autres que des États en particulier. En limitant la mise en place des MAMAP persistantes à des zones dont le périmètre est marqué, on faciliterait le maintien en état des champs de mines frontaliers et on proscrireait sans ambiguïté la plupart des tactiques fondées sur les MAMAP auxquelles recourent les acteurs autres que des États.

10. **Intérêt militaire**: Les restrictions applicables à l'emploi de mines persistantes en dehors de zones dont le périmètre est marqué ne réduiraient pas sensiblement l'intérêt militaire de ces armes. En fait, on dispose d'arguments solides pour montrer que leur intérêt serait renforcé:

a) La fonction militaire légitime d'une mine posée en dehors de zones dont le périmètre est marqué devrait être de courte durée et devrait certainement, dans la plupart des circonstances, être inférieure aux 30 jours déjà approuvés pour les mines antipersonnel dans le Protocole II modifié;

b) Dans le cas improbable où une période plus longue serait nécessaire, la plupart des mines devraient pouvoir être réactivées par du personnel militaire pour une période pouvant aller jusqu'à 30 jours;

c) Les mines qui restent actives pendant une durée indéfinie font obstacle à la mobilité des forces tant amies qu'ennemies et les opérations de déminage ultérieures entraînent une forte ponction sur les maigres ressources militaires.

PROPOSITION

11. **Historique de la proposition irlandaise**: Lors de la réunion de juillet 2002, l'Irlande s'est déclarée préoccupée par les dangers à long terme que présentent les MAMAP posées manuellement ou mécaniquement en dehors de zones clôturées et marquées. À la demande du coordonnateur de l'époque, l'Irlande a rédigé un bref document de travail sur la question, distribué sous la cote CCW/GGE/III/WP.4 et daté du 28 novembre 2002. L'Irlande a complété ce document en faisant de nouvelles déclarations en décembre 2002, mars 2003 et juillet 2003.

12. L'élément essentiel de la proposition irlandaise est que tout futur instrument sur les MAMAP doit traiter la question des mines persistantes mises en place en dehors de zones dont le périmètre est marqué.

13. **Options fondées sur la proposition des États-Unis et du Danemark**: Si l'on prenait pour modèle la proposition des États-Unis et du Danemark relative à un protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi et du transfert des MAMAP, on pourrait aborder le problème des MAMAP posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué de diverses façons, dont celles qui sont présentées dans les options énumérées ci-après. Pour chaque option, il faudrait rédiger une définition de l'expression «zone dont le périmètre est marqué», que l'on ferait figurer

séparément dans un article consacré aux définitions ou que l'on intégrerait en faisant référence au Protocole II modifié:

- a) Ajouter à l'article 4 de la proposition des États-Unis et du Danemark un nouveau paragraphe étendant les restrictions portant sur les MAMAP mises en place à distance à toutes les mines persistantes posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué;
- b) Traiter les MAMAP non mises en place à distance comme une catégorie séparée de MAMAP, comme on l'a fait pour les mines antipersonnel dans l'article 5 du Protocole II modifié;
- c) Traiter toutes les mines mises en place en dehors de zones dont le périmètre est marqué comme une seule catégorie, compte tenu du fait que les risques humanitaires et les difficultés de déminage qui en résultent seront les mêmes quelle que soit la méthode utilisée pour amener les MAMAP à l'endroit voulu.

14. **Option A:** Modifier l'article 4 de la proposition des États-Unis et du Danemark pour inclure les mines mises en place en dehors de zones dont le périmètre est marqué:

- a) Une définition de l'expression «*zone dont le périmètre est marqué*» devrait être incluse soit dans l'article 2 soit dans l'article 4;
- b) Modifier le titre de l'article 4 pour inclure les mines non mises en place à distance (par exemple: *Mines posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué, y compris des mines mises en place à distance*);
- c) Ajouter dans l'article 4 un nouveau paragraphe 3 rédigé comme suit:

3. *Toutes les mines non mises en place à distance autres que les mines antipersonnel, qui sont posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué, doivent être conformes aux paragraphes 1 et 2 du présent article.*

15. **Option B:** Insérer dans la proposition des États-Unis et du Danemark un nouvel article 4 bis et ajouter une définition des «zones dont le périmètre est marqué», ainsi que proposé au paragraphe 13 ci-dessus.

Article 4 bis. Mines autres que les mines antipersonnel mises en place en dehors de zones dont le périmètre est marqué

Il est interdit de mettre en place des mines autres que les mines antipersonnel en dehors de zones dont le périmètre est marqué [qui sont surveillées, clôturées et marquées en application du paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole II, tel qu'il a été modifié le 2 mai 1996] à moins qu'elles ne soient conformes aux dispositions de l'article 4 du présent Protocole.

16. **Option C:** Réviser l'article 4 de la proposition des États-Unis et du Danemark pour inclure toutes les mines posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué et ajouter une définition de l'expression «zones dont le périmètre est marqué», ainsi que proposée au paragraphe 10 ci-dessus.

Article 4. Mines autres que les mines antipersonnel [, y compris les mines mises en place à distance,] posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué

Il est interdit de mettre en place des mines autres que les mines antipersonnel, y compris des mines mises en place à distance, en dehors de zones dont le périmètre est marqué [qui sont surveillées, clôturées et marquées en application du paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole II, tel qu'il a été modifié le 2 mai 1996] à moins:

a) Qu'elles ne soient conçues et fabriquées de manière à ce qu'il n'y ait pas plus de 10 % des mines activées qui ne se détruisent pas ou ne se neutralisent pas d'elles-mêmes dans les 30 jours suivant la mise en place;

b) Que chaque mine soit dotée d'un dispositif complémentaire d'autodésactivation conçu et fabriqué de manière à ce que, du fait de son fonctionnement combiné avec celui du mécanisme d'autodestruction ou d'autoneutralisation, il n'y ait pas plus d'une mine activée sur 1 000 qui fonctionne encore en tant que mine 120 jours après la mise en place.

17. **Définition d'une zone dont le périmètre est marqué:** Une «zone dont le périmètre est marqué» est une zone surveillée par du personnel militaire et protégée par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer. Elle doit être marquée au moyen d'une signalisation appropriée conformément au paragraphe 4 de l'annexe technique du Protocole II, tel qu'il a été modifié le 2 mai 1996. Le marquage doit être reconnaissable et durable et doit au moins pouvoir être vu de quiconque se trouve aux abords immédiats de cette zone.

18. **Autres aspects relatifs aux «zones dont le périmètre est marqué»:** Il faudrait peut-être aussi envisager d'intégrer ou d'énoncer à nouveau les dispositions des paragraphes 2 b), 3, 4 et 5 de l'article 5 du Protocole II modifié. Ces dispositions portent sur les cas de changement de l'entité qui contrôle la zone dont le périmètre est marqué et sur les mesures à prendre pour empêcher qu'il soit porté atteinte aux éléments utilisés pour marquer ce périmètre.

CONCLUSIONS

19. **Effets de la proposition:** Pour toutes les options présentées ci-dessus, les résultats seraient les suivants:

a) La proposition interdit l'emploi de MAMAP persistantes en dehors des zones dont le périmètre est marqué, proscrivant ainsi ce qui est la principale cause de dommages humanitaires dus aux MAMAP;

b) L'application de la proposition réduirait fortement les dangers humanitaires découlant de l'utilisation de mines dispersables lancées à moins de 500 mètres par un système basé à terre;

c) L'application de la proposition réduirait aussi fortement les dangers humanitaires dus aux systèmes de mise à feu très sensibles et aux dispositifs antimanipulation;

d) Les MAMAP persistantes pourraient continuer à être utilisées dans les champs de mines frontaliers et dans d'autres champs de mines de longue durée à condition d'être posées dans des zones dont le périmètre est marqué;

e) La proposition n'impose pas directement de charges financières supplémentaires aux États parties, mais ils pourraient avoir à assumer des coûts indirects pour adapter leur doctrine militaire et leurs politiques d'acquisition;

f) La proposition traite de préoccupations portant sur l'utilisation irresponsable de mines par des parties à un conflit, y compris, en particulier, des acteurs autres que des États. Les acteurs autres que des États utilisent généralement des mines persistantes et les posent presque toujours en dehors de zones clôturées, marquées et surveillées. De telles pratiques seraient explicitement proscrites si cette proposition était retenue.

20. **Option préférée**: Avec l'option C, associée à une définition des zones dont le périmètre est marqué, on s'éloignerait légèrement de la méthodologie retenue dans le Protocole II modifié, mais on aurait une disposition claire et cohérente sur l'emploi des MAMAP en dehors des zones dont le périmètre est marqué.

21. **Objectif final**: Un objectif final souhaitable pour nos travaux actuels serait une application aux MAMAP de normes similaires à celles qui ont déjà été acceptées pour les mines antipersonnel dans le Protocole II modifié. De telles normes comprendraient une limitation de la durée de vie active de toutes les mines, y compris les mines mises en place à distance, posées en dehors de zones dont le périmètre est marqué et l'application de règles de détectabilité à toutes les mines.

22. Par suite, les États parties auraient des défis techniques, doctrinaux et logistiques à relever et des dépenses à prendre en charge pendant la phase de conversion. Il faudra peut-être du temps pour réaliser totalement un tel objectif.

23. Cependant, la réalisation de cet objectif présentera des avantages considérables à l'échelle mondiale en réduisant le nombre de victimes civiles, en renforçant l'intérêt militaire, en réduisant les dépenses de déminage, en facilitant le redressement économique dans les zones de conflit et en alignant les dispositions relatives à l'emploi des MAMAP sur celles qui ont déjà été adoptées pour les mines antipersonnel dans le Protocole II modifié.

24. L'Irlande continuera à travailler au sein de ce groupe pour faire fond sur les progrès que nous avons déjà réalisés à ce jour, afin d'arrêter en novembre 2004 un mandat de négociation d'un nouvel instrument sur les mines autres que les mines antipersonnel.
